L'affaire de blanchiment de 2023

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

L'enquête et les perquisitions du 15 août 2023

L'affaire de 2023 avait une longue préhistoire. Des établissements financiers et d'autres entreprises avaient déposé des déclarations d'activités suspectes, portant notamment sur l'utilisation de documents soupçonnés d'être falsifiés pour justifier l'origine des fonds détenus sur des comptes bancaires. Début 2022, la police lança une opération de renseignement discrète, qui mit au jour un réseau de personnes liées entre elles et détenant des avoirs importants à Singapour. Une fois les preuves suffisantes réunies, elle arrêta le 15 août 2023 dix suspects lors d'une série de perquisitions simultanées dans toute l'île.[1]

Les dix suspects étaient des ressortissants nés en Chine qui détenaient des passeports d'autres États, parmi lesquels le Cambodge et la Dominique. Les activités criminelles censées avoir généré leur fortune comprenaient le prêt d'argent sans licence en Chine, des escroqueries et des jeux d'argent en ligne exploités depuis les Philippines.[2] Aucune de ces activités ne visait Singapour ou ses résidents. Il s'agissait donc de produits d'origine étrangère en quête d'un refuge sûr, précisément le scénario que les règles contre le blanchiment d'argent d'une place financière internationale ont vocation à empêcher.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les avoirs et la méthode

Les suspects suivaient une méthode reconnaissable. Ils immatriculaient à leur propre nom des sociétés, étrangères comme locales. Ils s'en servaient pour obtenir des permis de travail (Work Passes), qui légitimaient leur séjour à Singapour, et pour ouvrir des comptes bancaires par lesquels transitaient leurs fonds. Ils utilisaient ensuite cet argent pour acheter des biens immobiliers et des produits précieux, dont des lingots d'or, des montres de luxe et des bijoux.[3]

L'ampleur des avoirs grandit à mesure que l'enquête progressait. Dans les premiers jours, des avoirs d'environ un milliard de dollars furent saisis, gelés ou frappés d'interdictions de disposer. Au cours des mois suivants, le montant dépassa trois milliards de dollars.[4] L'Inter-Ministerial Committee (comité interministériel) constata plus tard que plus de trois milliards de dollars d'actifs financiers et physiques soupçonnés d'être illicites, dont des espèces, des cryptomonnaies et des biens de luxe, avaient été saisis ou frappés d'une interdiction de disposer. Il qualifia l'opération de l'une des plus importantes jamais menées dans le monde.[5]

La méthode montre ce qui rendait Singapour attrayante aux yeux du groupe. Chacun de ses éléments empruntait un canal ordinaire d'une économie ouverte : la constitution de sociétés par l'intermédiaire de prestataires de services aux sociétés, des permis de travail pour les employés de ces sociétés, des comptes bancaires pour les sociétés et leurs propriétaires, et un marché immobilier ouvert aux acheteurs étrangers disposant des moyens de payer. Aucun gardien n'avait à lui seul une vue d'ensemble. La banque voyait un titulaire de compte doté d'une société et d'un permis de travail. L'agent immobilier voyait un acheteur muni d'un compte bancaire, tandis que le prestataire de services aux sociétés voyait un client qui souhaitait une société. Cette fragmentation est la leçon centrale de l'affaire.

Condamnations, confiscations et suspects en fuite

Les dix prévenus plaidèrent tous coupable. Le premier, Su Wenqiang, fut condamné le 2 avril 2024 à treize mois d'emprisonnement. Le dernier, Su Jianfeng, reçut dix-sept mois en juin 2024, la peine la plus longue des dix.[6] En juillet 2024, les dix

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

avaient tous été reconnus coupables de blanchiment d'argent et d'autres infractions et condamnés à des peines comprises entre treize et dix-sept mois. Plus de 90 % des biens saisis, d'une valeur supérieure à 940 millions de dollars, furent confisqués au profit de l'État. Tous furent expulsés après avoir purgé leur peine et interdits de retour à Singapour.[7]

Les peines furent critiquées pour leur clémence. Elles reflétaient les chefs d'accusation qui pouvaient être prouvés à Singapour, à savoir la détention et l'utilisation de produits du crime, le faux et les fausses déclarations, ainsi que le fait que chaque prévenu avait accepté l'abandon de la plus grande partie de ses avoirs. La confiscation fut le résultat le plus significatif. Un blanchisseur qui passe un an en prison et perd l'essentiel de sa fortune n'a rien gagné à apporter son argent à Singapour.

Les dix prévenus ne formaient qu'une partie du réseau. L'Inter-Ministerial Committee indiqua que des enquêtes se poursuivaient contre dix-sept personnes se trouvant hors de Singapour, liées à environ deux milliards de dollars d'avoirs saisis.[8] En novembre 2024, quinze d'entre elles acceptèrent de remettre des avoirs d'une valeur d'environ 1,85 milliard de dollars. Avec les confiscations prononcées contre les dix condamnés, quelque 2,8 milliards de dollars avaient ainsi été remis à l'État.[9] En août 2024, deux anciens employés de banque et l'ancien chauffeur singapourien de l'un des hommes recherchés furent inculpés, ce qui étendit l'enquête au cercle de ceux qui avaient servi le réseau.[10] En octobre 2025, deux anciens chargés de clientèle furent condamnés pour des infractions liées à l'affaire. Wang Qiming reçut vingt-quatre mois d'emprisonnement pour faux, blanchiment d'argent et entrave à la justice, tandis que Liu Kai reçut quatre mois pour avoir utilisé un document falsifié afin d'escroquer la Bank Julius Baer. En mars 2026, la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) leur interdit d'exercer dans le secteur financier pendant seize et sept ans respectivement.[11]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

L'Inter-Ministerial Committee

En novembre 2023, le gouvernement institua un comité interministériel chargé de réexaminer, à la lumière de l'affaire, le dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent. Il était présidé par Indranee Rajah, ministre auprès du Prime Minister's Office et Second Minister for Finance and National Development.[12] L'examen portait sur cinq domaines : l'utilisation abusive des structures sociétaires, les contrôles des établissements financiers et leur coopération mutuelle, le rôle des autres gardiens tels que les prestataires de services aux sociétés, les agents immobiliers et les négociants en pierres et métaux précieux, les capacités de surveillance des administrations et les leviers de l'application de la loi. Son rapport fut publié le 4 octobre 2024.[13]

Le rapport regroupait ses recommandations sous trois rubriques : prévention proactive, détection rapide et répression efficace.[14] Son ton était remarquablement équilibré. La présidente écrivit que le comité avait calibré ses recommandations de manière à ne pas imposer de charge excessive à la grande majorité des entreprises, qui sont légitimes. Singapour, ajouta-t-elle, continuerait d'accueillir les investisseurs légitimes « tout en restant vigilante et sans céder à l'attrait de l'argent sale, afin de ne pas ternir notre réputation durement acquise de place d'affaires digne de confiance ».[15]

La réponse législative

Le Parlement avait déjà agi sur plusieurs fronts avant la parution du rapport. En février 2024, la loi sur les négociants en pierres et métaux précieux fut modifiée de sorte que les produits vendus à plus de 20 000 dollars entrent dans son champ d'application, quelle que soit la valeur de leurs composants précieux. En août 2024, le seuil de vigilance à l'égard de la clientèle dans les casinos fut abaissé de 10 000 dollars pour les opérations isolées en espèces et de 5 000 dollars pour les dépôts à 4 000 dollars dans les deux cas.[16]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Le Corporate Service Providers Act 2024 obligea toute entité fournissant des services aux sociétés à Singapour à s'enregistrer auprès de l'Accounting and Corporate Regulatory Authority et introduisit des amendes pouvant atteindre 100 000 dollars pour les prestataires et leurs dirigeants qui manquent à leurs obligations. Une modification parallèle obligea les sociétés à conserver les informations sur leurs bénéficiaires effectifs dès leur constitution et à les vérifier chaque année.[17]

Le changement le plus important concernait le droit pénal. L'Anti-Money Laundering and Other Matters Act, adopté en août 2024, modifia le Corruption, Drug Trafficking and Other Serious Crimes (Confiscation of Benefits) Act et le Criminal Procedure Code. Auparavant, l'accusation devait prouver que l'argent blanchi à Singapour provenait d'un comportement criminel, ce qui exigeait souvent des preuves émanant de victimes et d'autorités étrangères. Depuis la modification, il suffit de prouver que le blanchisseur savait ou avait des motifs raisonnables de croire que les biens étaient le produit d'un crime.[18] Une seconde modification visait les suspects en fuite. Une personne qui a pris la fuite et est raisonnablement soupçonnée d'une infraction liée à des biens saisis ne peut plus revendiquer ces biens, à moins de se présenter devant un agent des services répressifs pour concourir à l'enquête, sous le contrôle du juge.[19] Les deux changements répondent directement à l'affaire de 2023. Le premier facilite la preuve des infractions sous-jacentes commises à l'étranger, le second le recouvrement des avoirs abandonnés par les dix-sept qui s'étaient enfuis.

La modification désigna en outre les infractions environnementales graves commises à l'étranger comme infractions sous-jacentes, dans une nouvelle troisième annexe (Third Schedule) de la loi, ce qui permet d'enquêter sur des fonds se trouvant à Singapour et provenant de telles infractions commises à l'étranger.[20] Le chapitre H.III examine en détail ces lois et les notices de la MAS.

Le bilan prudentiel de juillet 2025

La MAS examina les établissements financiers liés à l'affaire entre début 2023 et début 2025. Le 4 juillet 2025, elle annonça des amendes transactionnelles (composition penalties) d'un montant total de 27,45 millions de dollars à l'encontre

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

de neuf établissements. La succursale singapourienne de Credit Suisse paya 5,8 millions de dollars et United Overseas Bank 5,6 millions. UBS paya 3 millions de dollars et UOB Kay Hian 2,85 millions. Les deux entités de Citibank payèrent ensemble 2,6 millions, tandis que Julius Baer et Blue Ocean Invest payèrent chacune 2,4 millions. Trident Trust Company (Singapore) paya 1,8 million de dollars et LGT Bank (Singapore) 1 million.[21]

Les constatations en disaient plus long que les montants. Les neuf établissements avaient tous manqué des signaux d'alerte concernant l'origine du patrimoine de leurs clients ou omis d'y donner suite. Certains aspects de ce patrimoine n'avaient jamais été corroborés. Cinq établissements avaient sous-évalué le risque de certains clients. Huit n'avaient pas examiné de manière adéquate les transactions que leurs propres systèmes de surveillance avaient signalées comme suspectes. UOB et UOB Kay Hian n'avaient pas pris en temps utile de mesures d'atténuation des risques à l'égard de clients pour lesquels elles avaient déjà déposé des déclarations de transactions suspectes.[22] La MAS indiqua que la plupart des établissements disposaient de politiques de lutte contre le blanchiment d'argent. Les manquements résultaient d'une mise en œuvre déficiente ou incohérente de ces politiques.[23]

Les mesures visant les personnes suivirent la logique de responsabilité examinée au chapitre E.I. La MAS prononça des interdictions d'exercer (prohibition orders) contre le directeur général et le directeur des opérations de Blue Ocean Invest, pour six et cinq ans, et contre deux chargés de clientèle de la société, pour trois ans. Elle adressa des blâmes à des dirigeants de Trident Trust et à d'anciens chefs d'équipe d'UOB.[24] La directrice générale adjointe chargée de la surveillance financière, Ho Hern Shin, déclara que la MAS « n'hésitera pas à prendre des mesures fermes » lorsque des établissements et leurs employés manquent gravement à leurs obligations.[25]

Idée reçue

L'affaire de 2023 est parfois présentée comme la preuve de l'échec des défenses de Singapour. Le bilan est plus nuancé. L'affaire a été détectée à Singapour, en partie grâce aux déclarations de transactions suspectes déposées par des établissements

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

singapouriens, et poursuivie à Singapour, qui a obtenu des condamnations ainsi que la confiscation ou la remise de milliards de dollars. Ce qui a échoué, c'est la constance des contrôles au moment de l'entrée en relation, lorsque des établissements ont accepté un patrimoine dont ils n'avaient pas établi l'origine. La détection a fonctionné tardivement, la prévention mal.

Notes

1. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024, « Key Facts of August 2023 Money Laundering Case » (mas.gov.sg/-/media/mas-media-library/news/media-releases/2024/imc-report.pdf, consulté en novembre 2026) : déclarations relatives à l'utilisation de documents soupçonnés d'être falsifiés pour justifier l'origine des fonds ; opération de renseignement discrète à partir de début 2022 ; arrestation de dix suspects lors de perquisitions simultanées le 15 août 2023. ↩
2. Wikipedia, « 2023 Singapore money laundering case » (consulté en novembre 2026) : les dix accusés étaient des ressortissants chinois originaires de la région du Minnan, titulaires de divers passeports non chinois, dont des passeports cambodgiens (Wang Baosen, Su Wenqiang) et dominiquais (Lin Baoying) ; les fonds étaient liés au prêt d'argent sans licence en Chine, à des escroqueries et à des jeux d'argent en ligne aux Philippines. ↩
3. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024, « Key Facts of August 2023 Money Laundering Case » : les intéressés immatriculaient des sociétés étrangères et locales, s'en servaient pour obtenir des permis de travail et pour ouvrir des comptes bancaires afin de « funnel their illicit funds », et utilisaient les fonds pour acheter des biens immobiliers et des produits précieux tels que des lingots d'or, des montres de luxe et des bijoux. ↩
4. Wikipedia, « 2023 Singapore money laundering case » (consulté en novembre 2026) : environ 1 milliard de S$ initialement saisis, gelés ou frappés d'interdictions de disposer, montant porté ultérieurement à environ 3 milliards de S$. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

5. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024, « Key Facts » : « More than $3 billion of suspected illicit financial and physical assets, including cash, cryptocurrencies and luxury goods were seized or prohibited from disposal in this AML operation, one of the largest undertaken globally. » ↩
6. Wikipedia, « 2023 Singapore money laundering case » (consulté en novembre 2026) : Su Wenqiang condamné le 2 avril 2024 à treize mois, avec confiscation de plus de 5,9 millions de S$; Su Jianfeng condamné en juin 2024 à dix-sept mois, avec confiscation de plus de 178,9 millions de S$. ↩
7. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024, « Key Facts » : les dix intéressés condamnés en juillet 2024 à des peines d'emprisonnement « of between 13 and 17 months » ; plus de 90 % de leurs biens saisis, « totalling approximately more than $940 million », confisqués au profit de l'État ; tous expulsés et interdits de retour à Singapour. ↩
8. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024, « Key Facts » : « investigations are ongoing against 17 persons who are not in Singapore, involving approximately $2 billion of seized assets ». ↩
9. Wikipedia, « 2023 Singapore money laundering case » (consulté en novembre 2026) : le 18 novembre 2024, 15 des 17 personnes encore recherchées acceptèrent de remettre environ 1,85 milliard de S$ d'avoirs, ce qui porta le total remis, avec les 944 millions de S$ provenant des condamnés, à environ 2,8 milliards de S$. ↩
10. Wikipedia, « 2023 Singapore money laundering case » (consulté en novembre 2026) : le 15 août 2024, deux anciens employés de banque et un ancien chauffeur de Su Binghai, Singapourien de 41 ans, furent inculpés. ↩
11. Monetary Authority of Singapore, communiqué d'application du 17 mars 2026 sur les interdictions d'exercer prononcées contre deux anciens chargés de clientèle condamnés pour des infractions liées à l'affaire de blanchiment d'août 2023, tel que reproduit par Mondo Visione (mondovisione.com, consulté en novembre 2026) : Wang Qiming condamné le 23 octobre 2025 pour quatre chefs de faux, de blanchiment d'argent et d'entrave à la justice, à

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

24 mois ; Liu Kai condamné le 24 octobre 2025 pour avoir utilisé comme authentique un document falsifié afin d'escroquer la Bank Julius Baer & Co. Ltd., à quatre mois ; interdictions d'exercer de 16 et 7 ans, effectives au 17 mars 2026. ↩

12. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024, Executive Summary : l'IMC a été institué en novembre 2023 et est présidé par Indranee Rajah, Minister in the Prime Minister's Office et Second Minister for Finance and National Development. ↩
13. Monetary Authority of Singapore, *National Anti-Money Laundering Strategy*, 30 octobre 2024, par. 2.5 et note 2 : les cinq domaines de l'examen de l'IMC ; « The IMC's findings and recommendations were published on 4 Oct 2024 ». ↩
14. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024, Executive Summary : recommandations regroupées sous « Proactive Prevention », « Timely Detection » et « Effective Enforcement ». ↩
15. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024, avant-propos de la présidente de l'IMC : recommandations calibrées « so that we do not place undue burden on the large majority of businesses, which are legitimate » ; « We continue to welcome legitimate investors and businesses, while remaining watchful and not falling prey to the allure of dirty money, to avoid tarnishing our hard-earned reputation as a trusted business hub. » ↩
16. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024, « Proactive Prevention » : modification du PSPM Act en février 2024 pour inclure les produits vendus à plus de 20 000 $, quelle que soit la valeur des composants précieux ; modification du Casino Control Act en août 2024 abaissant le seuil de vigilance à l'égard de la clientèle de 10 000 $ (espèces) et 5 000 $ (dépôts) à 4 000 $ dans les deux cas. ↩
17. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024, « Proactive Prevention » : le Corporate Service Providers Act 2024, présenté en juillet 2024, impose l'enregistrement de toutes les entités

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

fournissant des services aux sociétés et introduit des amendes pouvant atteindre 100 000 $; le Companies and Limited Liability Partnerships (Miscellaneous Amendments) Act 2024 exige les informations sur les bénéficiaires effectifs dès la constitution et leur vérification annuelle, l'amende maximale pour les infractions relatives au registre étant portée de 5 000 $ à 25 000 $. ↩

18. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024, « Effective Enforcement » : adoption de l'Anti-Money Laundering and Other Matters Act en août 2024, modifiant le CDSA et le CPC ; « it will suffice for the Prosecution to prove that the money launderer knew, or had reasonable grounds to believe that the property he was dealing with were the gains from criminal conduct ». ↩

19. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024, « Effective Enforcement » : en vertu de l'AMLOM Act, une personne en fuite raisonnablement soupçonnée d'une infraction pertinente en lien avec des biens saisis « cannot claim to be entitled to the property, unless the person personally presents himself or herself before a law enforcement officer », sous le contrôle du juge. ↩

20. Monetary Authority of Singapore, *National Anti-Money Laundering Strategy*, 30 octobre 2024, tableau 1, sur les modifications du CDSA de 2024 : suppression de la nécessité de prouver que les biens blanchis sont le produit d'un comportement criminel, accès des autorités de surveillance LBC/FT aux déclarations de transactions suspectes et troisième annexe (Third Schedule) désignant les infractions environnementales graves commises à l'étranger comme infractions sous-jacentes. ↩

21. Monetary Authority of Singapore, « MAS Takes Regulatory Actions against 9 Financial Institutions for AML-Related Breaches », 4 juillet 2025 (mas.gov.sg, consulté en novembre 2026) : amendes transactionnelles d'un total de 27,45 millions de S$ infligées à Credit Suisse Singapore Branch (5,8 millions de S$), UOB (5,6 millions de S$), UBS AG Singapore Branch (3 millions de S$), UOB Kay Hian (2,85 millions de S$), Citibank N.A. Singapore Branch et Citibank Singapore Limited (2,6 millions de S$), Bank Julius Baer & Co. Singapore

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Branch (2,4 millions de S$), Blue Ocean Invest (2,4 millions de S$), Trident Trust Company (Singapore) (1,8 million de S$) et LGT Bank (Singapore) (1 million de S$) ; examens prudentiels de début 2023 à début 2025. ↩

22. Monetary Authority of Singapore, « MAS Takes Regulatory Actions against 9 Financial Institutions for AML-Related Breaches », 4 juillet 2025 : les neuf établissements ont tous manqué des signaux d'alerte relatifs à l'origine du patrimoine des clients ou omis d'y donner suite ; cinq ont mal évalué le risque client ; huit n'ont pas examiné de manière adéquate les transactions signalées par leurs propres systèmes ; UOB et UOB Kay Hian n'ont pas pris en temps utile de mesures d'atténuation des risques à l'égard de clients ayant fait l'objet de déclarations de transactions suspectes. ↩

23. Monetary Authority of Singapore, « MAS Takes Regulatory Actions against 9 Financial Institutions for AML-Related Breaches », 4 juillet 2025 : « The breaches arose out of poor or inconsistent implementation of these policies and controls. » ↩

24. Monetary Authority of Singapore, « MAS Takes Regulatory Actions against 9 Financial Institutions for AML-Related Breaches », 4 juillet 2025 : interdictions d'exercer contre le CEO (six ans) et le COO (cinq ans) de Blue Ocean Invest, effectives au 1er août 2025, et contre deux chargés de clientèle (trois ans chacun) ; blâmes adressés à trois dirigeants de Trident Trust Company (Singapore) et à deux anciens chefs d'équipe d'UOB ; blâmes non publics adressés à neuf chargés de clientèle et superviseurs. ↩

25. Monetary Authority of Singapore, « MAS Takes Regulatory Actions against 9 Financial Institutions for AML-Related Breaches », 4 juillet 2025, citant Ho Hern Shin, Deputy Managing Director (Financial Supervision) : « Where there are serious failings by FIs and their employees, MAS will not hesitate to take firm action. » ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com